



Les parents de certains petits Parisiens vont devoir trouver des solutions de repli face à la grève des animateurs périscolaires cette semaine. (Illustration) LP/Olivier Corsan

Pas de cantine, de temps périscolaire, ni de goûter et de devoirs surveillés le soir... Parents d'élèves parisiens attention, cette semaine sera marquée par une grève des animateurs et des agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM) dans la capitale. « Nous lançons un mouvement qui s'annonce assez suivi dans beaucoup d'écoles », prévient Nicolas Léger, co-secrétaire général du SUPAP-FSU.

Au total, 2 000 titulaires, 1 000 contractuels et plusieurs milliers de vacataires interviennent chaque jour dans les écoles de Paris. Dans beaucoup d'entre elles, le service sera supprimé ou très impacté tous les jours de la semaine. Il est possible que l'école s'arrête par exemple à 15 heures mardi, heure à laquelle commence ce jour-là le temps d'activité périscolaire.

Une manifestation des animateurs est prévue à ce moment-là devant le Conseil de Paris. Parmi les chevaux de bataille : la précarité de leurs statuts. « De nombreux vacataires sont sur des postes qui sont en réalité de vrais emplois », explique Nicolas Léger, qui pointe également du doigt la question « des

personnels en sous-effectif chaque jour ou presque ». Des problèmes de recrutement causés selon lui par « le manque d'attractivité et des bas salaires ».

Le SUPAP-FSU et la CFDT ont également détaillé ces revendications dans un courrier adressé aux parents d'élèves. « Les équipes sont au bout du rouleau. Certains veulent quitter les écoles alors qu'ils aiment leur métier. On attend aujourd'hui que la Ville de Paris fasse des propositions sur les effectifs, la déprécarisation des vacataires, les salaires et le niveau des primes », revendique Nicolas Léger.

## **Une question qui s'invitera au Conseil de Paris**

Le groupe Changer Paris et le groupe Communiste et citoyen ont chacun déposé des vœux sur le thème du périscolaire pour le Conseil de Paris qui débute ce mardi. Changer Paris réclame notamment un temps périscolaire regroupé en une seule fois dans la semaine, sur 3 heures consécutives au lieu de deux fois 1h30 actuellement. Les communistes parisiens, eux, souhaitent qu'une prime soit accordée aux animateurs et aux ASEM.